



# PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS

LOCALES

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET INSTALLATIONS

CLASSÉES

**- 3 DEC. 2020**

**Arrêté du**  
**portant mise en demeure à la société Holcim Haut-Rhin**  
**de se mettre en conformité avec les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 27 juin 2019,**  
**en matière de :**  
– **informations sur le plan d'exploitation de la carrière,**  
– **coupes/profils tous les 100 mètres pour le front en exploitation,**  
**pour son site de carrière d'Altkirch (68)**

**Le préfet du Haut-Rhin**  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement, livre I, titre VII et notamment son article L.171-8-I ;

VU l'arrêté préfectoral du 27 juin 2019 autorisant la société Holcim Haut-Rhin à exploiter une carrière de matériau calcaire et marne à Altkirch ;

VU la visite d'inspection du site le 6 octobre 2020 ;

VU le rapport de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées du 4 novembre 2020 ;

Considérant que le plan d'exploitation mis à jour le 24 octobre 2019 fait état, le long de la limite Est de la carrière d'un tracé erroné en ce qui concerne la limite de sécurité de 35 m telle qu'elle est définie à l'article 3-5-1 de l'arrêté préfectoral du 27 juin 2019 susvisé, ce qui constitue un non-respect des prescriptions de l'article 3-2-1 de l'arrêté préfectoral du 27 juin 2019 susvisé ;

Considérant que les coupes/profils annexés au plan d'exploitation mis à jour le 24 octobre 2019 ne sont pas réalisés, pour le front Est (en exploitation) de la carrière tous les 100 m, ce qui constitue un non-respect des prescriptions de l'article 3-2-2 de l'arrêté préfectoral du 27 juin 2019 susvisé ;

Considérant les dispositions de l'article L.171-8-I du code de l'environnement :  
« Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, (..) et activités, l'autorité administrative compétente met l'intéressé en demeure de régulariser sa situation dans un délai qu'elle détermine, et qui ne peut excéder une durée d'un an » ;

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

## ARRÊTE

**Article 1<sup>er</sup>** : La société Holcim Haut-Rhin, désignée « exploitant » dans le présent arrêté, dont le siège social est 2 avenue du Général de Gaulle – 92148 CLAMART CEDEX, est mise en demeure de se mettre en conformité avec les prescriptions des articles 3-2-1 et 3-2-2 de l'arrêté préfectoral du 27 juin 2019 susvisé pour sa carrière d'Altkirch ( 68130).

### **Article 2 : plan d'exploitation**

**Au plus tard le 31 décembre 2020** et conformément aux prescriptions de l'article 3-2-1 de l'arrêté préfectoral du 27 juin 2019 susvisé :

« (...), est établi un plan d'exploitation orienté d'échelle adapté à la superficie du site. Sur ce plan sont reportés :

- (...),
- les limites de sécurité et périmètres de protection institués en vertu de réglementations spéciales,
- (...),
- les zones particulières de préservation écologiques,
- (...) ».

### **Article 3 : coupes/profils**

**Au plus tard le 31 décembre 2020** et conformément aux prescriptions de l'article 3-2-2 de l'arrêté préfectoral du 27 juin 2019 susvisé :

« Des profils sont réalisés (...) :

- dans les zones exploitées : tous les 100 mètres,
- (...).

Ils sont réalisés dans la direction de la plus grande pente, avec des échelles horizontales et verticales adaptées, visant notamment à appréhender les pentes de stabilité naturelles des fronts d'exploitation. Ils présentent les pentes théoriques, telles que mentionnées à l'article 3.5 du présent arrêté et les pentes des talus existants. ».

**Article 4** : En cas de manquement aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions et mesures administratives prévues à l'article L. 171-8-II du code de l'environnement.

**Article 5** : Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est (service de l'inspection des installations classées) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est notifiée à l'exploitant.

À Colmar, le      **- 3 DEC. 2020**

Le préfet,  
pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général

**SIGNÉ**

Jean-Claude GENEY

#### Délais et voie de recours :

En vertu de l'article R.421.1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Strasbourg ne peut être saisi que par voie de recours formé contre cette décision, et ce, dans les deux mois à partir de sa notification.